

Enseigner : un vrai métier qui exige une vraie formation !

Philippe Meirieu, professeur à l'université LUMIERE-Lyon 2
Annette Bon, Ligue de l'Enseignement

Parce que l'École est une institution grâce à laquelle une société se projette dans le futur, les enjeux autour du métier d'enseignant sont essentiels. A travers le statut, les missions et les tâches des enseignants dans l'école, une nation fait des choix pour son présent et son avenir. Et, aujourd'hui, il s'agit bien de choisir entre, d'un côté, une société composée de sujets solidaires, libres et égaux, et, d'un autre côté, une société structurée sur la concurrence systématique entre les humains, les groupes et les peuples, engendrant des inégalités toujours croissantes génératrices de rancœurs et de violences sociales. Contre une trompeuse « égalité des chances » - qui se satisfait de la promotion de quelques individus chez les exclus -, l'École de la République doit s'affirmer comme une institution de « l'égalité des droits » et, en particulier, du droit à l'éducation. C'est pourquoi l'École doit être le lieu privilégié de construction d'une société démocratique où chacune et chacun puisse exercer ses droits et devoirs de citoyen, se développer personnellement et accéder à un emploi. L'École doit être un lieu d'apprentissage, de socialisation, d'expérimentation de valeurs communes. Elle se doit d'assurer à tous les enfants, sur tous les territoires, quelle que soit leur origine sociale, une égalité de droits d'accès aux fondamentaux de la citoyenneté... Nous en sommes loin !

Car notre école française est, aujourd'hui, « à l'os », saignée par la disparition de 80 000 postes en 5 ans, la disparition des remplaçants, le délitement des réseaux d'aide, démoralisée par l'hégémonie de l'évaluation technocratique, la caporalisation des personnels et l'abandon de toute aide véritable à l'innovation pédagogique. 150 000 enfants quittent le système scolaire sans diplôme. La formation des enseignants a, de fait, été démantelée. Le nombre de candidats aux concours d'enseignement est en baisse de 40% en 2 ans. Le plus beau métier du monde n'attire plus les jeunes...

Mais que fait donc un professeur ? Il fait partager le désir et le plaisir d'apprendre, transmet des savoirs en organisant des situations d'apprentissage, développe les connaissances et compétences de chacun de ses élèves. Il structure le collectif qu'est la classe et aide ses élèves de manière individuelle. Il organise la coopération entre pairs et conseille chacune et chacun dans son orientation. Il est attentif aux parcours de toutes et tous et s'investit dans l'établissement scolaire afin d'en faire un cadre d'éducation structurant et bienveillant à la fois. Professeur principal, inscrit dans une équipe solidaire, engagé dans l'informatique ou dans des projets culturels, membre de différents conseils, ses tâches sont multiples mais finalisées et organisées par une intention fondatrice : permettre à chaque élève de s'approprier les savoirs et les comportements qui rendent possible une vraie démocratie.

Alors comment faire revenir les meilleurs des jeunes vers ce métier ? D'abord, bien sûr, en réaffirmant la noblesse de ce métier... mais, surtout, en mettant les actes en accord avec les déclarations. Les enseignants n'attendent pas aujourd'hui la multiplication de

« primes au mérite » qui les divisent inutilement. Ils veulent une revalorisation juste de leur rémunération. Ils ne veulent pas qu'on supprime des postes – et donc des adultes dans les établissements – pour fabriquer un « corps d'élite » qui aurait le privilège d'être mieux payé. Et, s'ils acceptent, bien naturellement, un accompagnement pédagogique exigeant qui leur permette de mieux faire collectivement leur travail, ils refusent qu'on les assujettisse à un « pilotage par les résultats » incompatible avec leur mission d'éducation et qui encourage la sélection à l'entrée et l'exclusion plutôt que la qualité de la formation...

Mais, pour faire revenir les jeunes vers le métier d'enseignant, il faut aussi rétablir d'urgence une formation universitaire de haut niveau articulant, d'une part, des apports disciplinaires, didactiques et pédagogiques, une réflexion sur les enjeux éthiques et politiques du métier, une découverte du système éducatif avec, d'autre part, des stages progressifs, de la découverte à la responsabilité, en passant par « la pratique accompagnée ». L'enjeu est de construire des parcours de formation en alternance, de deux années complètes en continu, permettant de découvrir des lieux variés - établissements scolaires, centres culturels, maisons des jeunes, bibliothèques, entreprises... Il faut aussi familiariser les stagiaires avec les dispositifs d'accompagnement, de tutorat, et développer le travail en équipe.

Plus concrètement, nous voulons que tous les personnels, chargés d'éducation ou d'enseignement, aient une part de formation commune pour leur permettre d'avoir une vision globale et partagée sur les finalités et les enjeux de l'éducation. Nous devons faciliter, en particulier, la cohérence entre les niveaux d'enseignement en prévoyant une formation commune aux futurs enseignants de primaire et secondaire. Nous devons aussi éclairer les uns et les autres et, pour cela, permettre des contacts systématiques avec les secteurs innovants et les chercheurs.

De plus, nous sommes convaincus que les premières années de prise de fonction nécessitent un soutien particulier, des échanges avec d'autres pays européens pour faciliter la mobilité.

Au niveau des universités, l'accueil des étudiants devra faire l'objet de toutes les attentions. Pour favoriser un recrutement diversifié de jeunes enseignants, un système de bourses, d'allocations spécifiques ou de pré-recrutement est indispensable dès les années de licence, avec la possibilité de commencer à travailler avec le système éducatif, ses différents niveaux, et ses divers territoires. Cela sous-entend évidemment une réorganisation du système éducatif qui prenne le temps et associe les acteurs qui ne peuvent bien exercer leurs fonctions que s'ils se savent compris et reconnus, à l'image de tous les autres corps de métiers...

Mais l'impératif absolu de refonder la formation initiale ne doit pas faire oublier la situation totalement sinistrée de la formation continue, aujourd'hui quasiment disparue et à laquelle, pourtant, tout salarié a droit. Cette formation continue des enseignants est un enjeu crucial, d'autant plus qu'elle peut être remise en route très vite et contribuer ainsi à redonner aux enseignants l'énergie et la capacité de mobilisation dont notre service public d'éducation a besoin. Et cela est aujourd'hui absolument essentiel : c'est pourquoi nous proposons que, dès l'été 2012, soit mis en place un vaste programme d'universités d'été gratuites et accessibles à tous les corps de l'éducation nationale. Nous proposons que ces universités d'été associent étroitement les mouvements pédagogiques et d'éducation populaire, comme les parents d'élèves et les collectivités territoriales afin de créer, partout sur les territoires, des dynamiques de travail collectif...